

## **Samir Cheffi (UGTT) : Nous refusons toute exclusive à notre égard !**

vendredi 10 septembre 2021, par [CHEFFI Samir](#) (Date de rédaction antérieure : 10 septembre 2021).

Samir Cheffi a affirmé que le 25 juillet 2021 traduit la volonté de vouloir changer les choses. « *Le système a échoué. Nous devons réviser certains articles relatifs au régime politique* », a-t-il affirmé.

Invité par la radio Mosaïque FM, Le secrétaire général adjoint de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT), Samir Cheffi, a considéré que les crises résultant de l'échec du système ont empêché la réalisation des attentes du peuple. Ceci, selon lui, nécessite une évaluation à grande échelle.

« *Or, cette évaluation doit s'opérer dans un cadre inclusif et nous n'accepterons jamais d'être de simples sujets... Nous nous sentons concernés dans l'élaboration du futur de la Tunisie* », a-t-il continué.

Par la suite, Samir Cheffi a souligné l'importance de faire participer les forces traduisant la volonté du peuple. Le syndicaliste a estimé que l'honnêteté et l'intégrité du président de la République ne signifient pas qu'il a le droit de prendre la direction de façon unilatérale.

« *Notre peuple n'est pas un simple groupe d'individus. Il se compose d'élites et de militants qui ont vu le jour dans le cadre de la volonté populaire* », a-t-il poursuivi.

Samir Cheffi a, également, mis en garde contre des puissances qui poussent vers un retour en arrière. Il a souligné la nécessité de distinguer entre celles-ci et les puissances qui sont favorables au changement.

Pour ce qui est des mesures exceptionnelles, l'UGTT, a rappelé Samir Cheffi, était claire dès le début.

**Le communiqué de son bureau exécutif, à la date 26 juillet 2021 a affirmé son soutien aux mesures exceptionnelles.**

Ceci a été renforcé à travers le communiqué de l'instance administrative de l'UGTT du 2 juillet 2021.

« *Il n'y a pas de conflit avec la présidence de la République. Nos communiqués traduisent cela... Nous estimons que le président qui fait face à une occasion historique vers le changement doit bénéficier du soutien et de l'appui des forces nationales patriotiques tels que l'UGTT... Nous appelons la présidence de la République à opter pour plus de proximité envers les organisations nationales. Nous refusons toute exclusion de l'UGTT* », a insisté Samir Cheffi.

Le syndicaliste a estimé que la Constitution est l'une des composantes de l'Etat.

**Le changement doit, ainsi, porter sur l'ensemble des institutions de l'Etat.**

Samir Cheffi a, par la suite, souligné le rôle historique de l'UGTT. Toute tentative de considérer l'UGTT comme l'une des composantes de l'ancien régime sera sans succès, selon lui. « *Nous ne considérons pas que le président de la République voit les choses de cette façon. Il est le premier président à utiliser le terme « Le frère, secrétaire général »... Les mouches bleues ont orchestré les campagnes de harcèlement à l'encontre de l'UGTT durant les dix dernières années. Malgré cela, l'union est restée debout* », a-t-il dit.

Pour ce qui est des accords sociaux, Samir Cheffi a affirmé que l'UTICA représente un partenaire social.

« Nous avons toujours eu une relation basée sur la collaboration et le dialogue. Malheureusement, nos amis de l'UTICA n'ont pas eu le courage d'entamer les négociations concernant l'année 2021... Durant la crise sanitaire, les travailleurs ont participé à la préservation de l'économie tunisienne au sein du secteur privé. D'un autre côté, nous avons observé que la moyenne des salaires dans le secteur privé est de 500 dinars. Nous avons décidé de procéder à des négociations directes avec les structures économiques afin de garantir des augmentations salariales permettant aux travailleurs de lutter contre la baisse de leurs pouvoir d'achat », a-t-il affirmé.

Par ailleurs, Samir Cheffi a précisé que l'annonce du nouveau gouvernement aura lieu prochainement. Il a souligné **l'importance de la mise en place d'un gouvernement** afin de permettre un bon déroulement des négociations sociales relatives à la période 2021-2022-2023. Il a, également, considéré que le président de la République ne tournera pas le dos aux travailleurs tunisiens.

Samir Cheffi a assuré que l'UGTT fait partie de l'héritage social, culturel et historique du pays en raison de son rôle dans la lutte pour l'indépendance et la souveraineté du pays et l'amélioration de la situation sociale et économique des Tunisiens.

« L'UGTT reste unifiée et solide. Il y a des points de différence en raison de la diversité au sein de la centrale syndicale... La question de la révision de l'article 20 du statut de l'UGTT a été réglée au sein même de l'organisation et de façon démocratique », a-t-il signalé.

Il a expliqué que la diversité ne peut être que bénéfique à l'UGTT. La direction de la centrale syndicale n'a pas sanctionné ses militants en raison de leurs avis ou différences.

« **La Fédération Générale de l'Enseignement Secondaire, et les syndicalistes de façon générale, ont le droit d'avoir leur propre vision des choses** , ceci dans le cadre des institutions de l'UGTT. Les problèmes auxquels font face les enseignants sont plus importants que certaines affaires qui ont été réglées au sein des structures de l'UGTT.

Nous appelons tous ceux qui sont en possession d'un dossier révélant une affaire de corruption liée à l'un de nos leaders ou de nos militants de nous en informer et de recourir à la justice. Nous sommes intransigeants quant à ce genre de choses. Les partis, organismes et institutions de l'Etat doivent se doter de règlements relatifs à la corruption », a-t-il déclaré.

Pour ce qui est du **congrès de l'UGTT prévu pour le 16,17 et 18 février 2022**, Samir Cheffi a affirmé qu'il demeurera toujours un militant syndicaliste. « Je ferais probablement partie d'une liste qui se présentera aux élections lors du congrès », a-t-il révélé.

---

**P.-S.**

<https://www.businessnews.com.tn/samir-cheffi--nous-refusons-toute-exclusion-de-lugtt,534,112009,3>